

SON EXAMEN ENTAMÉ HIER SAMEDI

Le code de l'information sous la loupe du gouvernement

Ahmed Ouyahia accélère la cadence en vue d'être dans les délais fixés par Bouteflika pour la préparation, avant la rentrée, de l'ensemble du dispositif législatif encadrant la réforme politique lancée le 15 avril dernier. Une réunion particulièrement chargée avait d'ailleurs été tenue par le gouvernement.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Initialement prévue avec un seul point à l'ordre du jour, à savoir l'examen du projet de loi organique sur les associations, cette réunion sera finalement exploitée par le Premier ministre pour entamer l'examen du si sensible projet de révision du code de l'information.

Plus que la loi sur les associations, c'est, dans une large mesure, sur le contenu de ce texte extrêmement important qu'est la loi sur l'information que seront tâchées les intentions réelles du pouvoir. La loi 90-07, relative à l'information est, pour rappel, l'un des textes fondamentaux qui ont été concédés par le pouvoir dans le sillage de l'ouverture démocratique imposée par les événements d'Octobre 1988.

Malgré quelques imperfections, cette loi aura tout de même permis à l'Algérie d'être le premier pays dans le monde arabe et en Afrique à se doter d'une presse libre et indépendante.

Le texte, qui prévoit toutes les instances de régulation, aurait permis

aisément à la presse et aux médias algériens de se hisser au niveau des grandes démocraties, depuis deux décennies déjà.

Hélas, les frappes conjuguées d'un terrorisme islamiste rarement égalé en horreur dans l'histoire de l'humanité et des réflexes à la censure innés chez le pouvoir feront que cette loi ne sera jamais appliquée, avec comme conséquence directe, une clochardisation inquiétante de la corporation.

L'arrivée de Abdelaziz Bouteflika au pouvoir en avril 1999 stoppera net l'élan de croissance de la jeune presse indépendante algérienne et tuera dans l'œuf l'espoir de voir le secteur audiovisuel emboîter le pas à la presse écrite.

L'homme, qui n'a jamais caché son aversion pour la liberté d'expression et à la presse singulièrement nationale, ira même jusqu'à soutenir que «l'agrément de journaux indépendants était une grave erreur.

Je ne vais tout de même pas refaire la même erreur dans le secteur audiovisuel ! C'était à l'occasion de la



Photo : Samir Sid.

campagne électorale pour la présidentielle de 2004. Et dans les faits, cela donnera lieu, juste après les élections, à une campagne de représailles d'une rare violence contre les journaux «hostiles», c'est-à-dire ceux qui ont «osé» ne pas soutenir Bouteflika.

Cinq quotidiens étaient dans le collimateur présidentiel et qui auront à subir des pressions multiformes qui ont fini par avoir raison de l'un des plus importants d'entre eux, *Le Matin*, disparu depuis.

En parallèle à cette hostilité à l'égard de la presse écrite, Bouteflika fait une mainmise totale

et jamais remise en cause sur les médias audiovisuels, particulièrement la télévision.

Son obsession à tout contrôler en la matière fera que, de tous les membres de ses gouvernements depuis 1999, le ministre de la Communication aura été, incontestablement, le poste le plus instable : en moyenne, un nouveau ministre par an et, avec Nacer Mehal, on en est au neuvième sous Bouteflika.

Un record symptomatique pour le moins chez un homme que l'on a du mal, par exemple, à imaginer procéder à l'ouverture de l'audiovisuel...

Il convient enfin, sur un autre plan, de préciser que lors de la réunion du gouvernement d'hier samedi, le ministre de la Jeunesse et des Sports devait présenter une communication relative à la question de la candidature ou pas de l'Algérie pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football en 2013.

«Le moins que l'on puisse dire est que Hachemi Djar ne s'était pas du tout montré chaud pour l'organisation de la CAN», nous confie une source proche du gouvernement.

K. A.

UNE ANNÉE APRÈS SON ADOPTION

72% des exploitants se sont conformés à la loi sur le foncier agricole

C'est demain qu'une année sera bouclée depuis l'adoption de la nouvelle loi sur les terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat. Sur 219 000 exploitants, 157 000 ont déjà déposé leur dossier pour se conformer à la nouvelle réglementation, soit une moyenne de 72%, alors que 45 000 cahiers des charges ont jusque-là été signés.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le délai de dépôt des dossiers étant fixé à 18 mois, les 62 000 exploitants qui ne se sont pas encore conformés à la nouvelle loi sur le foncier agricole n'ont plus que six

mois pour le faire, soit jusqu'à février prochain. Passé cette date, leurs concessions seront attribuées à d'autres exploitants.

Sur les 219 000 exploitants recensés, 157 000 se sont déjà rapprochés des subdivisions agricoles et 45 000 cahiers des charges ont ainsi été signés.

Par contre, les dossiers de 11 900 exploitants accusés d'avoir occupé des terres agricoles en dehors des dispositions légales sont actuellement au niveau de la justice qui devra statuer sur le retrait de leur foncier.

C'est à la faveur de cette loi adoptée il y a une année (15 août 2010) que les terres agricoles, régies par l'ancienne loi 87-19 du 18 décembre 1987, sous forme d'exploitations collective et individuelle (EAC-EAI), sont actuellement gérées par le régime de la concession d'une

durée de 40 ans. Reconverties, ainsi, sous forme de sociétés civiles d'exploitations, ces terres sont désormais soumises à une fiscalité adaptée à l'activité agricole.

Pour rappel, une polémique grandiose a été provoquée chez les agriculteurs qui ne l'ont que difficilement approuvée, car beaucoup ont perdu des terres qu'ils utilisaient à d'autres fins et surtout la fin d'une gestion à vie (99 ans).

Les terres détournées de leur vocation agricole sont actuellement estimées à 150 000 ha, selon les derniers chiffres communiqués par le ministère de l'Agriculture. Une situation qui ne pouvait continuer malgré les protestations des agriculteurs contre cette loi et les divergences provoquées dans le secteur entre le ministre de

l'Agriculture, Rachid Benaïssa, et le président de l'Union nationale des agriculteurs (UNAA), Mohamed Alioui.

Ce dernier avait, pour rappel, fini par adopter la nouvelle démarche du département de Rachid Benaïssa avant d'appeler les agriculteurs adhérents à son organisation syndicale de faire de même.

De nouvelles décisions ont été entre temps annoncées pour agrandir la base productive. Il s'agit d'un dispositif de valorisation des exploitations agricoles accompagné par des crédits bonifiés d'un million de dinars par hectares mis en valeur, ainsi que de la création d'un fonds de garantie des crédits pour l'agriculture et les activités rurales.

M. M.

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN CITOYEN À AOMAR

Psychose chez les populations isolées à Bouira

Mercredi dernier, aux environs de 22 heures 30 minutes, un citoyen de la commune d'Aomar, 25 km au nord-ouest de Bouira, a été kidnappé par un groupe terroriste avant d'être retrouvé quelques heures plus tard décapité. Cet acte odieux, que les paisibles citoyens de ces régions isolées ont cru bannir à jamais de leur mémoire après avoir fait partie de leur lot quotidien durant les sombres années de la décennie 1990, les replonge dans une véritable psychose ; chacun cherchant à comprendre ce qui s'est passé en cette soirée de mercredi. Djaâfar D., âgé de 40 ans et père de deux enfants, venait juste d'accomplir la prière des tarawih, et rentrait chez lui en compagnie de deux amis, au village Djouahra, situé au nord-est de la commune d'Aomar, quant il fut interpellé par un groupe terroriste. Quelques minutes plus tard, ses deux accompagnateurs furent libérés mais pas Djaâfar qui sera retrouvé le lendemain matin, non loin du lieu du rapt, le corps sans tête gisant dans une mare de sang. Une vision horrible qui donne des frissons dans le dos et qui rappelle les tristes images des années sombres du terrorisme que tout le monde croyait effacées à jamais. Cet acte terroriste repose la question du terrorisme en Algérie et sa capacité de nuisance d'autant plus que ces derniers jours, plusieurs informations font état de la présence de groupes terroristes en différentes régions de la wilaya. Ainsi, au courant de la semaine dernière, un groupe terroriste a été signalé sur les monts de Lalla Mossaâd, au nord de la ville de Lakhdaria. Le groupe terroriste qui voulait faire incursion dans un village de montagne a été repoussé par une unité de l'ANP qui était embusquée dans les parages. Quelques jours plus tard, et de l'autre côté de la wilaya, aux frontières avec la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, les militaires embusqués ont réussi à mettre hors d'état de nuire un terroriste et en blesser un autre, alors que le reste du groupe évalué à cinq éléments, a réussi à prendre la fuite.

Dans la daïra de M'chédallah, la présence d'un groupe terroriste qui rôde dans les parages a été signalée par des citoyens et les services de sécurité ont multiplié depuis des points de contrôle et des traquenards à la recherche de ce groupe. Ce dernier aurait fui l'étau qui s'est resserré sur les groupes terroristes de l'autre côté du versant du Djurdjura dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Toujours dans la wilaya de Bouira et deux jours avant l'assassinat du citoyen d'Aomar, un groupe terroriste, probablement le même ou appartenant à la même phalange, El Farouk qui active sur l'axe Aomar-Kadiria-Lakhdaria, a été signalé dans le village de Ouled Aïssa dans la commune de Kadiria au prolongement de la chaîne montagneuse et de la forêt de Rabta avec la commune d'Aomar. Le groupe terroriste a obligé les paysans à payer la zakat en promettant de revenir dans les prochains jours pour recueillir le restant de la zakat des autres habitants de ce village. Ainsi, au moment où les services de sécurité redoublent de vigilance dans les villes, les terroristes du GSPC, affiliés à l'Aqmi, multiplient les descentes punitives et les razias dans les villages reculés en quête d'argent et de nourriture. Les terroristes qui ont perdu toute légitimité de leurs actes se sont retrouvés dans l'obligation de recourir à ce genre d'actions surtout après que leurs sources d'approvisionnement constituées de réseau de soutien eurent tari, démontées un à un par les services de sécurité, et trouvent du mal à en reconstituer de nouveaux réseaux après le refus des citoyens de leur venir en aide.

H. M.